

MINUSCA en action

Bulletin d'information de la MINUSCA | NUMÉRO 068 | DU 16 AU 30 AVRIL 2018



**POUR UNE MEILLEURE CONDUITE
DES ENQUÊTES SUR LES CRIMES
INTERNATIONAUX**

<https://minusca.unmissions.org>

 MINUSCA

 UN_CAR

 UNMINUSCA

3 POUR UNE MEILLEURE CONDUITE DES ENQUÊTES SUR LES CRIMES INTERNATIONAUX

4 LA CHAÎNE PÉNALE BIENTÔT RENFORCÉE DE 300 AGENTS PÉNITENTIAIRES

6 LA POPULATION DOIT CROIRE EN UN FUTUR STABLE À KAGA-BANDORO, DIT LE REPRÉSENTANT SPÉCIAL ADJOINT KENNETH GLUCK

7 ÉCOUTER ET RASSURER LES FEMMES DU 3^e ARRONDISSEMENT DE BANGUI

8 DES EX-COMBATTANTS PARTICIPENT À LA CONSTRUCTION DU MARCHÉ DE NDOMÉTÉ

9 L'ULTIME ADIEU AU CAPORAL-CHEF RACHID ABARKI DU BATAILLON MAROCAIN

DIRECTEUR DE PUBLICATION :

Hervé Verhoosel

RÉDACTRICE EN CHEF :

Uwolowulakana Ikavi-Gbetanou

EQUIPE RÉDACTIONNELLE :

Philippe D'Almeida, Ghislaine Atta

PHOTOGRAPHIE :

Herve Serefio

MISE EN PAGE :

Francis Yabendji-Yoga

WEBMASTER

Dany Balepe

PRODUCTION :

Division de Communication
Stratégique et d'Information Publique MINUSCA

AVRIL 2018

**GUIRA
93.3 FM**



Bangui | Bangassou | Obo | Bria | Kaga-Bandoro | Bambari
Bossangoa | Bouar | Paoua | Ndele | Birao | Berberati



POUR UNE MEILLEURE CONDUITE DES ENQUÊTES SUR LES CRIMES INTERNATIONAUX



Renforcer les capacités techniques de la police judiciaire de l'unité spéciale de police judiciaire rattachée à la Cour pénale spéciale sur les compétences fondamentales relatives à la conduite des enquêtes des crimes internationaux, telle est la vocation de la formation qui s'est ouverte, le 16 avril 2018 à Bangui, au profit des officiers de Police judiciaire (OPJ) de la Cour pénale spéciale (CPS).

La formation, prévue pour durer jusqu'au 4 mai 2018, s'adresse respectivement à 20 OPJ sélectionnés pour être détachés à la CPS, 10 OPJ de réserve et à quatre formateurs des écoles de police et de gendarmerie. En outre, 10 greffiers et secrétaires de la CPS ont suivi la formation aux trois premiers jours consacrés à la compréhension du contexte de la CPS. Six autres Officiers de la Police des Nations Unies (UNPOL) y ont également pris part et serviront de facilitateurs à leurs partenaires nationaux.

La formation qui a bénéficié du financement conjoint de la MINUSCA-PNUD a réuni, autour du ministre centrafricain de la justice, Flavien Mbata, la Représentante spéciale adjointe du secrétaire général des Nations Unies, Coordinatrice humanitaire et Représentante résidente

du PNUD, Najat Rochdi, et le ministre centrafricain de l'Intérieur et de la Sécurité publique, Henri Wanzet Linguissira.

Najat Rochdi, se réjouissant de la perspective de cette formation, a salué cette « page de l'histoire que la RCA est en train d'écrire avec fierté et détermination », avant de souligner que « la CPS est une émanation du peuple et sa volonté à en finir avec l'impunité. »

A l'intention des bénéficiaires, elle a déclaré que la formation « a été conçue pour enrichir vos compétences fondamentales », celles en l'occurrence relatives à « la compréhension des concepts clés relatifs aux crimes de la compétence de la CPS, du contexte de leur commission, des preuves et du lien entre ces trois éléments. » Mais, préviendra-t-elle par la suite, « l'ampleur des violations commises (...) sont autant de facteurs qui ne vont pas vous faciliter la tâche (...) le succès de la CPS dépendra de votre engagement et de votre intégrité. »

La Représentante spéciale adjointe a enfin réitéré « le soutien de la MINUSCA et de tous les partenaires au développement à toutes les phases d'opérationnalisation de la Cour ». ■

LA CHAÎNE PÉNALE BIENTÔT RENFORCÉE DE 300 AGENTS PÉNITENTIAIRES



L'Administration pénitentiaire centrafricaine se caractérise par un manque alarmant du personnel civil. Les recrutements des personnels civils effectués ces derniers temps restent insuffisants et ne permettent pas une prise en charge totale des maisons carcérales. C'est dans ce contexte que le Projet Conjoint PNUD/MINUSCA/ONU FEMMES en collaboration avec le Ministère de la Justice et l'École Nationale d'Administration et de Magistrature (ENAM) avec le financement du Gouvernement américain s'est engagé dans un proces-

sus de recrutement et de formation de 300 agents pénitentiaires sur tout le territoire national, en vue de combler le vide. À Bangui et quatre autres localités du pays à savoir, Bossangoa, Bambari, Berberati et Bouar, les candidats ont passé les épreuves physiques.

À Bangui, 889 candidats, postulant pour être assistants pénitentiaires et 638 pour le poste de surveillants, sur un total global de 2.092 sur l'ensemble du pays, ont subi, ce jour, la première étape du concours, à savoir celle des épreuves physiques. Une course de 1.000 mètres pour les hommes et de 800 mètres pour les femmes était au menu de cette

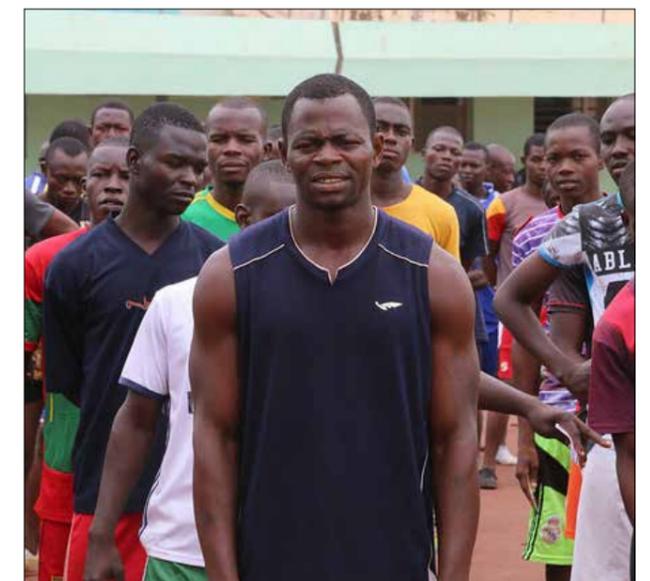
première étape sportive qui se déroulera en deux temps, la seconde étant dédiée aux épreuves d'endurance.

C'est le préfet de l'Ouham, Marcel Guéla, qui a procédé au lancement, à Bossangoa, des épreuves sportives en présence des Casques bleus camerounais de la MINUSCA, pour la sécurisation, une équipe de la santé et une délégation nationale venue de Bangui et dirigée par José Ndolombaye de l'ENAM. Les épreuves se sont globalement déroulées dans de bonnes conditions en dehors de quelques absences remarquées. Mais comme l'a signi-

fié le chef du centre, « ceux qui n'ont pu se présenter aujourd'hui pourront se rattraper demain au terme des épreuves d'endurance. »

C'est au Lycée mixte de Bambari que s'est tenue cette première étape de recrutement avec la participation de 89 candidats dont 10 filles pour les deux sections. En sa qualité de présidente du centre, Aurolle Euphrase s'est dite satisfaite du bon déroulement des épreuves, à l'instar des candidats « fiers d'y participer » et qui espèrent être retenus pour servir leur pays « dans la normalisation de la chaîne pénale. »

À Berberati et Bouar, le déroulement des épreuves s'est fait dans les mêmes conditions de tranquillité et de transparence en attendant le début des épreuves écrites, du 22 avril 2018. ■





LA POPULATION DOIT CROIRE EN UN FUTUR STABLE À KAGA-BANDORO, DIT LE REPRÉSENTANT SPÉCIAL ADJOINT KENNETH GLUCK

Le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies chargé des affaires politiques, Kenneth Gluck, s'est rendu les 25 et 26 avril 2018 à Kaga-Bandoro, où il a échangé avec les autorités locales, les représentants des groupes armés, des membres de la société civile et des acteurs humanitaires, en vue de s'enquérir de la situation dans la région.

Occasion pour Kenneth Gluck d'insister sur l'importance du dialogue comme meilleur mécanisme de résolution des conflits. « Avec le dialogue on peut éliminer les activités de ces groupes armés. Avec le DDR, le dialogue et avec la bonne volonté de toute la communauté, on peut résoudre tous ces problèmes », a-t-il dit, rappelant que la MINUSCA est ferme dans sa position : « on ne permettra ni des offensives armées,

ni des mouvements militaires qui menacent la sécurité d'une ville ou du gouvernement, encore moins celles des populations civiles. »

« La population doit croire en un futur stable, et nous sommes ici pour quelques années pour les aider à y parvenir. Et je suis très optimiste que les Centrafricains peuvent réussir dans cette tâche », a, indiqué le Représentant spécial adjoint en guise de message.

Kaga-Bandoro avait connu un afflux d'éléments des groupes armés, dont le Front populaire pour la Renaissance de la Centrafrique (FPRC) depuis l'opération Sukula dans le quartier PK5 de Bangui, conduite par la MINUSCA et le Gouvernement en vue de restaurer l'autorité de l'État dans le 3e arrondissement de la capitale. ■

ECOUTER ET RASSURER LES FEMMES DU 3^e ARRONDISSEMENT DE BANGUI



cette opération sécuritaire, pour en repreciser l'objectif mais aussi réitérer l'engagement de la MINUSCA à accompagner la RCA dans ses efforts en vue de restaurer l'autorité de l'État.

« Je suis en admiration pour vous, pour votre courage et capacité de résilience, votre engagement communautaire et votre leadership. Je suis prisonnier de l'espoir ; je ne doute point que la Centrafrique sortira de cet engrenage, et c'est cet espoir qui nous permet d'avancer », a indiqué le chef de la MINUSCA. Et de préciser que « la question de la criminalité au

L'opération sécuritaire « Sukula » conjointement lancée par le gouvernement et la MINUSCA dans le 3e arrondissement de Bangui à la demande d'un grand nombre de ses habitants pour y restaurer l'ordre républicain et éradiquer des groupes criminels, a été le principal sujet débattu, le 24 avril 2018, entre le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en République centrafricaine, Parfait Onanga-Anyanga, et une délégation de femmes responsables et membres de diverses associations du dit arrondissement.

Il s'est agi, lors de la rencontre, d'écouter et ainsi recueillir les préoccupations de la population suite à

km5 n'est pas nouvelle ; cela fait plus de deux ans que des commerces de ce quartier considéré comme le poumon de l'économie sont brûlés et que des autorités locales multiplient des plaidoyers afin que des actions sécuritaires soient optimisées et que l'autorité de l'État y soit rétablie ».

Pour la circonstance, le Représentant spécial était entouré des représentants de plusieurs composantes de la Mission, dont les Affaires politiques, l'Unité Genre, les Affaires civiles, la protection des femmes et de l'enfance, la Coordination des bureaux de terrain, la défense du droit des victimes des exploitations et abus sexuels, entre autres. ■

EN BREF

■ **LE GOUVERNEMENT CENTRAFRICAIN ET LA MINUSCA**, ont mis en garde, le 18 avril 2018 à Bangui, contre toute instrumentalisation de l'opération « Sukula », lancée conjointement par la MINUSCA et les Forces de sécurité intérieures centrafricaines au quartier du Kilomètre 5 (PK5) dans le 3e arrondissement de Bangui. Au cours d'une conférence de presse conjointe, le Ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement, Ange Maxime Kazagui et le porte-parole de la MINUSCA, Vladimir Monteiro, ont rappelé que l'opération ne vise pas la communauté musulmane de PK5 mais les groupes armés criminels de ce quartier.

■ **LA FORCE DE LA MINUSCA EST INTERVENUE**, le 22 avril 2018, dans la préfecture de la Mambéré-Kadéi, pour stopper le mouvement d'éléments armés du groupe

Siriri vers la localité de Gamboula, où ces derniers avaient l'intention d'occuper la gendarmerie locale. L'intervention des casques bleus faisait suite à des informations de la gendarmerie de Berberati sur le déplacement de ces éléments de Dilapoko vers Gamboula, localités situées respectivement au nord-ouest et à l'ouest de la ville de Berberati.

■ **LE CHEF DE LA MINUSCA**, Parfait Onanga-Anyanga, a pris part à la 6e réunion des Représentants et Envoyés spéciaux du Secrétaire général de l'ONU, des Directeurs régionaux et des Coordonnateurs résidents du Système des Nations Unies en Afrique centrale qui s'est tenue du 26 au 27 avril 2018 à Libreville avec comme thème : « Dialogues et accords politiques en Afrique centrale : défis, opportunités et perspectives ». ■

BRÈVES

■ **ENTRE LE 18 ET LE 24 AVRIL 2018**, un projet de réduction de la violence communautaire, a permis de collecter 691 armes dont 27 fonctionnelles, 4 non fonctionnelles et 660 armes de fabrication locale ainsi que neuf grenades et 22 roquettes à Bria pour un total de 855 bénéficiaires dont 338 femmes enregistrés. A Bangassou, le nombre de bénéficiaires du projet était de 938 tandis que plus de 900 armes avaient déjà été collectées.

■ **À KAGA-BANDORO**, une patrouille de la Police de la MINUSCA a intercepté, le 23 avril 2018, un pick-up avec à son bord deux individus armés qui ont été trouvés en possession d'un fusil de guerre, d'un chargeur et de 148 munitions. Le véhicule et ses occupants ont été conduits à la base de la MINUSCA où une enquête a été ouverte. ■

DES EX-COMBATTANTS PARTICIPENT À LA CONSTRUCTION DU MARCHÉ DE NDOMÉTÉ

Située à l'entrée de la ville de Kaga-Bandoro, le village de Ndomété ne disposait pas d'un marché digne de ce nom. Cela sera désormais possible grâce à la volonté des ex-combattants de renoncer à la violence pour ainsi participer à la reconstruction de leur communauté à travers le projet de réduction de violence communautaire (CVR) et l'appui de la MINUSCA.

La cérémonie de pose de la première du futur marché communautaire de la localité a eu lieu, le 21 avril, en présence des autorités locales, de bénéficiaires et de plusieurs membres de la commu-

nauté de Ndomété, lesquels ont bravé une situation sécuritaire encore instable dans la région.

Les travaux de construction dudit marché ont ensuite démarré, le 23 avril 2018, avec l'extraction des moellons. Sur le site sont à l'œuvre 34 ex-combattants auxquels s'associent six civils de la communauté.

Le projet de réduction de violence communautaire se poursuit à Kaga-Bandoro et dans d'autres villes du pays, sous la conduite de la section Désarmement démobilisation et réinsertion (DDR) de la MINUSCA. ■



L'ULTIME ADIEU AU LE CAPORAL-CHEF RACHID ABARKI DU BATAILLON MAROCAIN



C'est pour rendre un dernier hommage au Caporal-Chef Rachid Abarki du Bataillon marocain de la MINUSCA, décédé de mort naturelle, le 24 avril 2018 à Agoumar (préfecture du Mbomou), que se sont réunis, le 30 avril 2018 au quartier-général de la Mission, l'ambassadeur du Royaume du Maroc en République centrafricaine, Mostafa Halfaoui, les deux Représentants spéciaux adjoints du Secrétaire général des Nations Unies en RCA, Kenneth Gluck et Najat Rochdi, le commandant de la Force de la Mission, le Lieutenant-général Balla Keita, et son adjoint, le général Daniel Sidiki Traore, le commissaire adjoint de la Police, le colonel Ossama El Moghazi, ainsi que des membres du leadership de la MINUSCA, personnels civils, policier et militaires.

Ce casque bleu fut « un militaire d'exception », a indiqué le chef du contingent marocain de la MINUSCA, le colonel Mohammed Boungab, dans son oraison, louant les mérites d'un soldat qui, « durant son service, a toujours fait preuve de professionnalisme et d'intégrité. »

S'exprimant au nom de l'équipe dirigeante de la MINUSCA, le Représentant spécial adjoint Kenneth Gluck a transmis au contingent et au Royaume du Maroc le message de consolation de la part de la famille des Nations Unies. « Le contingent marocain a payé un lourd tribut depuis le déclenchement de la crise », a-t-il reconnu, aussi bien sur les théâtres d'opérations



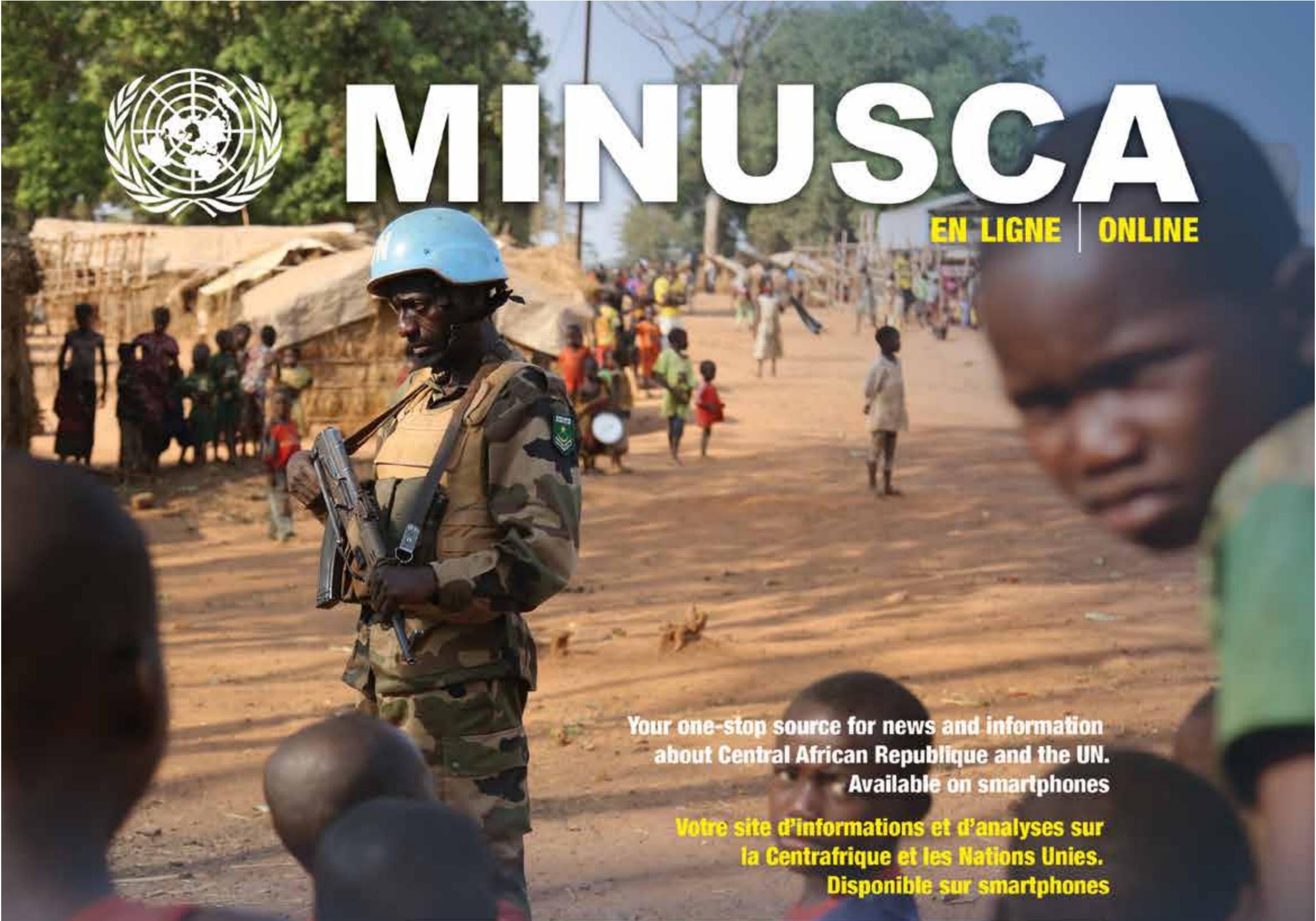
que pour toute autre cause. « Le Caporal-chef Abarki a quitté famille et amis pour servir la cause de la paix en RCA [...] Nous leur présentons ainsi qu'au Royaume du Maroc nos sincères condoléances et notre profonde gratitude pour l'engagement de notre regretté collègue. »

Marié et père de trois enfants, le défunt Caporal Abarki était âgé de 42 ans. Il avait rejoint la MINUSCA, le 28 novembre 2017, et était en poste à la base opérationnelle temporaire de la Mission basée à Agoumar et dont l'influence s'étend à Rafai. ■



MINUSCA

EN LIGNE | ONLINE



Your one-stop source for news and information
about Central African Republic and the UN.
Available on smartphones

Votre site d'informations et d'analyses sur
la Centrafrique et les Nations Unies.
Disponible sur smartphones



Découvrez le nouveau site Internet de
la Mission des Nations Unies en Centrafrique

Check out the new website of the UN Mission
in the Central African Republic

<https://minusca.unmissions.org>



<https://facebook.com/minusca.unmissions>



https://twitter.com/UN_CAR



<https://www.flickr.com/photos/unminusca/>